

« Or si par le traité de reprise de la ligne de Sedan-Lérouville et Lérouville-Eurville par l'Etat français avec la Compagnie de l'Est il intervenait des stipulations qui rendraient difficiles à la Société de Lille-Valenciennes de nous fournir les garanties nécessaires il nous deviendrait impossible de parvenir à donner satisfaction aux prescriptions d'une loi votée dans la prévision de la réalisation d'espérances fondées. »

Le ministre d'Etat clôture en engageant son chargé d'affaires d'obtenir du duc de Cazes « que le Gouvernement luxembourgeois soit placé dans la situation sur laquelle un accord parfait existait entre nous. » (75)

Quatre mois plus tard Eugène BASTIN fait rapport sur son entrevue avec Philippart, talonné du côté luxembourgeois. Le financier dit s'occuper d'abord de l'affaire Sedan-Lérouville, en détresse comme les Chemins de fer Prince-Henri. D'après Philippart le gouvernement français s'intéresse en tout premier lieu à la société française et ne fera rien pour le « Prince-Henri » car l'argent qui sortirait pour le Luxembourg serait en moins pour les entreprises françaises. (76)

Le 5. 1. 1877 BASTIN informe Jonas que la Banque Franco-hollandaise a été déclarée en faillite et que la Banque de Paris et des Pays-Bas a été touchée pour tirer d'affaire le « Prince-Henri ».

Quatre jours plus tard nous lisons : « La débâcle de Ph(ilippart) est complète. On dit qu'il vient d'être arrêté, mais je n'ai pu encore m'assurer du fait » (cette nouvelle était fausse).

Le 13 janvier Bastin annonce que Philippart est toujours à Paris.

Dans une lettre datée du 22. 7. 1877 Bastin recommande de la circonspection à l'égard de Ph(ilippart) et de H. Cette lettre contient encore d'autres « tuyaux ». Jonas les communiqua-t-il à son gouvernement ? Nous n'en avons trouvé aucune trace. (77) Toujours est-il qu'à la même date l'Etat grand-ducal concluait un accord avec le groupe d'obligataires conduit par L. E. MOMMAERTS et J. FERMONT et secondé par la Banque de Bruxelles, accord ancré dans l'arrêté r. g.-d. du 28. 10. 1877 qui reconstituait sur de plus fortes assises l'ancienne compagnie sous la raison sociale de « Société Anonyme luxembourgeoise des Chemins de fer et minières Prince-Henri ». (78)

Au cours de l'année 1877 Bastin trouva l'occasion de se plaindre de l'organisation du Palais luxembourgeois à l'Exposition universelle de 1878, placé sous le commissariat général de Tony DUTREUX (v. fasc. II de la présente collection). L'ouverture de l'Exposition devait se faire le 1. 5. 1878 et Bastin, quelques jours plus tôt, espère que Jonas viendra à Paris à cette occasion.

Sur ces entrefaites on en arriva aux événements précédant la déconfiture de la *Banque nationale*.

Si l'on veut se rappeler que jusqu'au dernier moment le gouvernement de BLOCHAUSEN croyait pouvoir sauver la banque aux abois, on